

DÉCLARATION DE M. LE JUGE SALAM, PRÉSIDENT

[Texte original en français]

1. J'ai voté en faveur de chacun des points du dispositif de l'ordonnance de la Cour dans la présente affaire et je partage dans son entièreté le raisonnement suivi pour arriver aux conclusions qui sont les siennes.

2. Le contexte dans lequel la Cour fut à nouveau saisie d'une demande en indication de mesures conservatoires par l'Afrique du Sud est particulièrement tragique comme le relève cette ordonnance, qui souligne que la «situation humanitaire catastrophique qui régnait dans la bande de Gaza lorsqu'elle a rendu son ordonnance du 26 janvier 2024 s'est encore détériorée» (voir ordonnance, par. 30). En effet, alors que, le 21 février 2024, le directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) constatait déjà que «Gaza [était] devenue une zone de mort» («WHO Director-General's opening remarks at the media briefing», 21 février 2024), la situation s'est davantage dégradée, comme l'a noté il y a quelques jours le Secrétaire général des Nations Unies aux portes de Rafah :

«Il est abominable que, en cette période de ramadan, et alors qu'ils ont déjà subi tant de souffrances depuis tant de mois, les Palestiniens de Gaza continuent d'être la cible des bombes, des balles et des tirs d'artillerie d'Israël, et que l'assistance humanitaire continue de se heurter à d'incessants obstacles» (Secretary-General's press encounter at Rafah border crossing, 23 mars 2024).

3. En outre, alors qu'en janvier 2024, lorsqu'elle rendait sa première ordonnance en indication de mesures conservatoires, la Cour évoquait un risque immédiat de famine, désormais le risque s'est réalisé et de nombreux enfants sont déjà morts par inanition (voir ordonnance, par. 21).

4. Ainsi que le souligne l'un des acteurs en première ligne sur le terrain, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), «[L]a faim a atteint des niveaux catastrophiques, plus de 90 % de la population étant confrontée à une insécurité alimentaire aiguë. Dans le nord de la bande de Gaza, les parents nourrissent leurs enfants avec du fourrage animal et des plantes indigènes» (UNRWA, «UNRWA launches Ramadan campaign against backdrop of Gaza emergency», communiqué de presse, 12 mars 2024).

5. Cette situation déjà catastrophique est encore capable de se dégrader, comme l'ont souligné les représentants du Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM) au Conseil de sécurité (voir ordonnance, par. 31). Et selon les termes

DECLARATION OF PRESIDENT SALAM

[Original English text]

1. I voted in favour of each of the operative parts of the Court's Order in the present case and I agree with the entirety of the reasoning followed by the Court to reach its conclusions.

2. The context in which the Court has been requested again by South Africa to indicate provisional measures is particularly tragic. As highlighted in the Order, "the catastrophic humanitarian situation in the Gaza Strip that existed when it issued its Order of 26 January 2024 has deteriorated even further" (see Order, para. 30). Indeed, while on 21 February 2024, the Director-General of the World Health Organization (WHO) was already noting that "Gaza has become a death zone" ("WHO Director-General's opening remarks at the media briefing", 21 February 2024), the situation has worsened further, as the Secretary-General of the United Nations noted a few days ago at the gates of Rafah:

"[i]t is monstrous that after so much suffering over so many months, Palestinians in Gaza are marking Ramadan with Israeli bombs still falling, bullets still flying[,], artillery still pounding, and humanitarian assistance still facing obstacle upon obstacle" (Secretary-General's press encounter at Rafah border crossing, 23 March 2024).

3. Moreover, whereas in January 2024, when it rendered its first Order on provisional measures, the Court referred to an immediate risk of famine, the risk has now materialized and many children have already died of starvation (see Order, para. 21).

4. As underlined by one of the front-line players on the ground, the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA), "Hunger has reached catastrophic levels, with over 90 per cent of the population facing acute food insecurity. In northern Gaza, parents are feeding their children animal fodder and native plants" (UNRWA, "UNRWA launches Ramadan campaign against backdrop of Gaza emergency", news release, 12 March 2024).

5. This already catastrophic situation is likely to deteriorate even further, as the representatives of the Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) and the World Food Programme (WFP) emphasized in a briefing before the Security Council (see Order, para. 31). And in the words

du haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité,

« cette crise humanitaire n'est pas due à une catastrophe naturelle. Nous ne sommes pas en présence d'inondations ni d'un séisme ; il s'agit d'une crise d'origine humaine. Lorsque nous recherchons d'autres moyens de fournir l'assistance — par les airs ou par la mer —, nous devons garder à l'esprit que, si nous examinons ces solutions de substitution, c'est que le mode d'acheminement le plus naturel, soit la voie terrestre, est coupé, artificiellement coupé. La faim est utilisée comme une arme de guerre. » (United Nations, Speech by High Representative Josep Borrell at the annual United Nations Security Council session on EU-UN Cooperation, 12 mars 2024.)

6. L'ampleur d'une telle dégradation sur le seul plan de la santé par exemple est bien illustrée par la London School of Hygiene and Tropical Medicine et le John Hopkins Center for Humanitarian Health, qui sont parvenus à la prévision selon laquelle, « dans les six prochains mois, et en l'absence d'épidémie, la surmortalité infantile atteindrait 6 550 morts dans l'hypothèse d'un cessez-le-feu, bondissant à 58 260 morts dans l'hypothèse du *statu quo* et à 74 290 morts dans celle de l'escalade ». Dans l'éventualité d'une ou plusieurs épidémies, « leurs prévisions s'élèvent à 11 580, 66 720 et 85 750 morts, pour chacun des trois scénarios » (*Crisis in Gaza : Scenario-Based Health Impact Projections. Report One : 7 February to 6 August 2024*, London School of Hygiene and Tropical Medicine, Johns Hopkins University, 19 février 2024, p. 9).

7. On est donc face à une situation dans laquelle les conditions d'existence des Palestiniens de Gaza sont de nature à entraîner la destruction partielle ou totale de ce groupe. Il est important de rappeler ici que cette conclusion est sans préjudice de toute décision sur le fond de l'affaire dont est saisie la Cour. Quant au but des mesures conservatoires, il est de préserver les droits que la Cour a reconnus plausibles dans son ordonnance du 26 janvier 2024, notamment le droit des Palestiniens de Gaza d'être protégés contre les actes de génocide et les actes prohibés connexes visés à l'article III de la convention sur le génocide.

8. Les points 2 *a*) et 2 *b*) du dispositif de cette ordonnance constituent à mon avis des modifications pertinentes des mesures précédemment ordonnées par la Cour. En effet, au regard de la propagation de la famine et de l'inanition, la Cour a jugé nécessaire de préciser qu'il est fondamental et indispensable d'assurer la fourniture sans entrave et à grande échelle de l'aide humanitaire aux populations de la bande de Gaza.

9. Sans une telle aide humanitaire, « le droit à l'existence » d'un groupe humain entier, selon les termes de la résolution 96 (I) de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1946, serait mis en péril.

10. Il demeure que les Palestiniens à Gaza ne seront vraiment protégés que si Israël, comme ordonné au point 2 *b*), veille avec « effet immédiat » à ce que

of the High Representative of the European Union for Foreign Affairs and Security Policy,

“this is a humanitarian crisis which is not a natural disaster. It is not a flood. It is not an earthquake. It is man-made. And when we look for alternative ways of providing support — by sea or by air — we have to remind that we have to do it because the natural way of providing support through roads is being closed, artificially closed. And starvation is being used as a weapon of war.” (United Nations, Speech by High Representative Josep Borrell at the annual United Nations Security Council session on EU-UN Cooperation, 12 March 2024.)

6. The scale of this deterioration in the area of health, for example, is well illustrated by the London School of Hygiene and Tropical Medicine and the John Hopkins Center for Humanitarian Health, which have predicted that “[o]ver the next six months, . . . in the absence of epidemics, 6,550 excess deaths would occur under the ceasefire scenario, climbing to 58,260 under the status quo scenario and 74,290 under the escalation scenario”. In the event of one or more epidemics, “[their] projections rise to 11,580, 66,720, and 85,750, respectively” (*Crisis in Gaza: Scenario-Based Health Impact Projections. Report One: 7 February to 6 August 2024*, London School of Hygiene and Tropical Medicine, Johns Hopkins University, 19 February 2024, p. 9).

7. We are therefore faced with a situation in which the conditions of existence of the Palestinians in Gaza are such as to bring about the partial or total destruction of that group. It is important to remember that this conclusion is without prejudice to any decision on the merits of the case before the Court. As to the purpose of the provisional measures, it is to preserve the rights which the Court recognized as plausible in its Order of 26 January 2024, in particular the right of the Palestinians of Gaza to be protected against acts of genocide and related prohibited acts referred to in Article III of the Genocide Convention.

8. Points 2 (a) and 2 (b) of the operative part of this Order are, in my view, relevant modifications of the measures previously ordered by the Court. Hence, in view of the spread of famine and starvation, the Court considered it necessary to specify that it is fundamental and indispensable to ensure the unimpeded and large-scale provision of humanitarian aid to the population of the Gaza Strip.

9. Without such humanitarian aid, “the right of existence” of an entire human group, in the words of General Assembly resolution 96 (I) of 11 December 1946, would be jeopardized.

10. Yet the Palestinians in Gaza will only be truly protected if Israel, as ordered in point 2 (b), ensures with “immediate effect” that its army does not

son armée ne commette pas d'actes constituant une violation de l'un quelconque des droits de ce groupe en vertu de la convention sur le génocide, y compris, dans le cas d'espèce de propagation de la famine et de l'inanition, que son armée n'empêche pas « d'une quelconque façon, la livraison d'aide humanitaire requise de toute urgence ».

11. Toujours est-il que ces nouvelles mesures ordonnées par la Cour ne pourront prendre leur plein effet que si le « cessez-le-feu humanitaire immédiat pendant le mois du ramadan » qui avait déjà été exigé avant le rendu de cette ordonnance par la résolution 2728 (2024) du Conseil de sécurité du 25 mars 2024, dont la Cour prend note (voir ordonnance, par. 37), est dûment et pleinement respecté par toutes les parties « et mène à un cessez-le-feu durable ».

12. Et pour conclure, comment ne pas rappeler le « but purement humain et civilisateur » que poursuit la convention sur le génocide, qui « vise d'une part à sauvegarder l'existence même de certains groupes humains, d'autre part à confirmer et à sanctionner les principes de morale les plus élémentaires » (*Réserves à la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, avis consultatif, C.I.J. Recueil 1951, p. 23*) ?

(Signé) Nawaf SALAM.

commit acts which constitute a violation of any of the rights of this group under the Genocide Convention, including, in this present case of spread of famine and starvation, that its army does not “in any way impede the delivery of urgently needed humanitarian aid”.

11. It remains that these new measures ordered by the Court can only take full effect if the “immediate ceasefire for the month of Ramadan” demanded by the Security Council in its resolution 2728 (2024) of 25 March 2024 prior to the issuance of this Order, and which the Court took note of (see Order, para. 37), is duly and fully respected by all the parties “and leads to a lasting sustainable ceasefire”.

12. Finally, how not to recall the “purely humanitarian and civilizing purpose” pursued by the Genocide Convention, whose object “on the one hand is to safeguard the very existence of certain human groups and on the other to confirm and endorse the most elementary principles of morality” (*Reservations to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1951*, p. 23)?

(Signed) Nawaf SALAM.
